



REPUBLIQUE FRANCAISE
COMMUNE DE SAINT-PIERRE D'OLERON

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
(Article 48 de la loi du 5 avril 1884)

Le conseil municipal se réunira dans la salle Gambetta commune de Saint-Pierre d'Oléron

Mardi 24 juin 2025, à 19h00

Affiché le 18 juin 2025,

Le maire,
Conseiller départemental
Christophe SUEUR.



ORDRE DU JOUR

Session ordinaire

ADMINISTRATION GENERALE

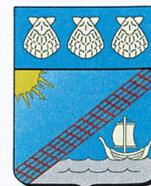
- Approbation du Procès-Verbal du conseil municipal séance du 8 avril 2025
- Recomposition de l'organe délibérant de la communauté de communes de l'Ile d'Oléron en vue des élections municipales 2026
- Signature de l'acte de transfert de propriété entre la commune et le département – reclassement des routes départementales n° 273 et 274 dans le domaine public routier communal – reclassement de voies communales en nouvelles routes départementales n°273 et n°274

CULTURE/PATRIMOINE

- Signature d'une convention de partenariat entre l'association le LOCAL et la commune de Saint-Pierre d'Oléron

FINANCES

- Frais de fonctionnement des écoles primaires des secteurs public et privé – contribution des communes
- Subvention exceptionnelle association le LOCAL – ciné vélo, cinéma en plein air
- Subvention exceptionnelle association LAAFI – Ateliers BD dans les écoles Jean Jaurès et Pierre Loti
- Subvention exceptionnelle association LAAFI – Ateliers BD à la médiathèque
- Complément subvention CIAS
- Election des membres de la commission concession de la commune de Saint-Pierre d'Oléron
- Autorisation de lancement d'une procédure pour un contrat de concession pour l'installation et la gestion d'une laverie en libre-service sur le domaine public
- Subvention exceptionnelle association The Islands Project



- Subvention exceptionnelle association LE LOCAL
- Subvention pour la restauration du Fort Boyard

RESSOURCES HUMAINES

- Création de deux emplois non permanents suite à un accroissement temporaire d'activité – article L332-23 1° du code général de la fonction publique
- Demande de dérogation dans le cadre du dispositif du parcours emploi compétences
- Recours à un contrat d'apprentissage
- Création d'un emploi au grade d'agent de maîtrise principal

URBANISME

- Délégation partielle du droit de préemption urbain à la communauté de communes dans les zones d'activité intercommunales
- Remplacement de la pompe à chaleur de l'école Jean Jaurès – dépôt de la déclaration préalable de travaux
- Convention de servitudes pour ENEDIS
- Régularisation de l'emprise de la ruelle Jean Cocteau
- Achat d'une parcelle rue Gabriel Robin – la Boirie
- Délégation du conseil municipal au maire en vertu de l'article L.2122-22 du CGCT pour le droit de préemption

QUESTIONS DIVERSES